

La lettre philo-économique de l'Institut éthique et politique Montalembert

Novembre 2017 – n°1

Actualités

Pourquoi une économie comme celle de la France a-t-elle besoin de l'industrie ?

L'économie comme plusieurs autres domaines scientifiques ayant les honneurs de l'actualité font l'objet des rêves les plus fous : combien d'hommes politiques pourtant sérieux ont parlé en son temps de la fin du travail, au motif que la durée du travail n'avait cessé de diminuer tout au long du 20^e siècle ? et combien de responsables économiques français d'aujourd'hui continuent de penser que, dans les pays le plus avancés, les services vont finir par supplanter l'industrie ?

Ce débat est simpliste car ni l'industrie ni l'agriculture ne peuvent disparaître. Imaginer un partage des activités entre les régions du monde revient à supposer un accord entre gouvernements pour se répartir les tâches : or qui voudra laisser aux autres Etats du monde les activités les plus pointues, les plus glorieuses ou rémunératrices ? On voit bien en posant cette question que le développement de l'industrie et de l'agriculture est en enjeu d'indépendance pour les nations.

Les mauvaises décisions industrielles prises en France dans les années 1970 et 1980 ont conduit au triomphe dans certaines sphères d'une vision totalement libérale de l'économie, au moment même où l'essor industriel de l'Asie poussait l'Allemagne et les Etats-Unis à mettre en place des politiques industrielles très habiles. Ces Etats dont la France s'était rapprochée dans les années 1960 ont à nouveau creusé l'écart avec elle en aménageant le cadre fiscal et social, tournant l'approfondissement constant du libre-échange à leur profit.

Cette réalité complexe n'est pas traitée correctement dans le débat public, qui donne au contraire une large part aux rudes conflits sociaux de la grande industrie, au risque de les alimenter. Au contraire, les entreprises industrielles de taille moyenne ou intermédiaire, lorsque le cadre fiscal et social protège leurs actionnaires, et que le système de formation répond à leurs besoins, parviennent à créer une mobilisation collective fondée sur l'intelligence et la solidarité, sans recherche excessive du profit.

La France a conservé une puissance de frappe dans l'industrie grâce au crédit d'impôt recherche, adapté en 2009 aux petites entreprises. L'importance de la recherche pour l'industrie et réciproquement devrait faire prendre conscience que sans industrie il n'y aura pas suffisamment de débouchés pour les jeunes Français diplômés, qu'ils soient chercheurs, ingénieurs, gestionnaires ou commerciaux.

Mais le bref débat sur la robotisation pendant la présidentielle a démontré l'étendue du travail de pédagogie qui reste à faire : il vaut mieux développer les compétences et la créativité qui permettront, sur la base de l'expérience des systèmes de production, de créer et faire fonctionner des robots que continuer de confier à des ouvriers, même bien payés, les tâches répétitives qu'un robot fera mieux qu'eux. Pourquoi cela n'a-t-il pas été dit ?

Est-il possible de débattre d'économie ?

On connaît les formules parfois brutales du grand économiste de la banque Natixis, Patrick Artus, comme par exemple en 2013 : « L'Allemagne préfère avoir des travailleurs pauvres, la France des chômeurs de longue durée. » L'indépendance d'esprit est une qualité indispensable à l'analyse économique car elle est nécessaire pour mettre en perspective les objectifs et moyens mis en œuvre. A ce titre, il nous semble nécessaire, pour permettre un débat économique approfondi, de sortir de l'illusion selon laquelle l'économie aurait pour but de régler les problèmes sociaux, notamment celui de la pauvreté. C'est paradoxalement le trop grand espoir placé dans l'économie à ce sujet qui provoque les plus grandes désillusions et les critiques radicales qui défraient régulièrement la chronique. Le caractère scientifique de l'économie n'interdit pas le débat notamment sur la capacité de l'Etat à accroître ou non le niveau d'activité. Mais ce débat ne doit pas cacher l'incapacité de l'économie à organiser l'ensemble de la société : l'économie, pour bien fonctionner, doit être respectée dans sa logique propre ; il en va de même pour la solidarité qui au cœur de notre société, a sa propre logique.

Les petites entreprises en difficulté en 2016

L'observatoire de la petite entreprise réalise un indice d'activité des 300 000 petites entreprises affiliées à un centre de gestion agréé.

Selon cet observatoire, le chiffre d'affaires de l'artisanat du bâtiment a baissé de 2,1 % en 2016 pour les plus petites entreprises de cette filière.

Le chiffre d'affaires des garagistes a progressé : +1,5 % en 2016 après -2,8 % en 2015.

Le commerce alimentaire, d'électroménager ou encore de cycles a vu son chiffre d'affaires progresser en 2016.

Sur les 12 derniers mois, en juin 2017, l'indice d'activité des très petites entreprises restait cependant orienté négativement de -0,6 %.

<http://www.fcga.fr/wp-content/uploads/2015/11/observatoire-petite-entreprise-64.pdf>

Un paradoxe français ?

Les principaux indicateurs économiques et financiers de la zone euro publiés par la Banque de France le 2 juin 2017 ont confirmé une situation paradoxale : hors la Grèce, la France est avec l'Italie et la Belgique le pays de la zone euro dont la croissance économique a été la plus faible en 2016 ; mais s'agissant de l'indice de confiance des ménages, la France était devant l'Allemagne et en tête des grands Etats européens avec l'Espagne.

Pourtant l'Espagne a une croissance plus de deux fois plus élevée que la France depuis 2014. Il serait intéressant de comprendre ce décalage. La confiance des ménages peut-elle à terme entraîner un surcroît de croissance ? Ne traduit-elle pas plutôt un écart important entre une partie de la population bénéficiant d'un certain confort et une autre partie souffrant de la situation économique globale du pays ?

Les chiffres de la croissance de l'économie française

1,1 % en 2015 et en 2016 (zone euro : 1,2 % puis 1,9 %)

1,5 % prévus en 2017 (zone euro : 1,7%)

Les différences entre une hausse de la CSG et une hausse de la TVA

La campagne présidentielle a opposé deux programmes qui prévoyaient, l'un une augmentation de la CSG (E. Macron), l'autre une augmentation de la TVA (F. Fillon), les deux impôts les plus discrets et les plus rémunérateurs pour l'Etat. Essayons de résumer ce débat qui n'a pas pu avoir lieu. La TVA porte sur le prix de vente d'un produit. Les entreprises installées en France peuvent en déduire la TVA qu'elles ont elles-mêmes acquittée. La hausse de TVA n'entraîne donc pas forcément une hausse des prix des produits français.

La CSG porte sur tous les types de revenus perçus en France. Elle ampute davantage le revenu national que la TVA, puisqu'elle ne porte pas sur les revenus perçus dans d'autres pays, tandis que la TVA pèse également sur les produits importés.

L'augmentation de la CSG permet de viser une catégorie ou l'autre de revenus : salaire, retraite, revenus financiers. Elle permet à l'Etat de décider quel type de revenu il privilégie. La hausse de CSG réduit la dépense des catégories touchées.

Au contraire, la hausse de TVA n'a pas d'effet sur le montant global de la consommation mais peut l'orienter vers les produits moins touchés, c'est-à-dire les produits fabriqués en France.

Une autre différence entre les programmes venait du fait que F. Fillon utilisait la hausse de la TVA pour financer la sécu et permettre une baisse importante des charges sur les salaires.

Cela donnait un peu de pouvoir d'achat sans hausse de salaire. Au contraire, la hausse de CSG d'E. Macron n'est compensée que par une baisse ciblée des charges.

E. Macron utilisait la hausse de la CSG pour réduire le déficit, alors que F. Fillon prévoyait une baisse globale des prélèvements sociaux et une plus forte réduction de la dépense publique, notamment sur l'assurance maladie.

Comparaison France-Allemagne : le système de santé

Un rapport Jakob Höber et Caroline Popovici de l'Institut Thomas More avait été publié en 2012 pour détailler les différences en matière de système de santé entre la France et l'Allemagne. Il partait du constat que le déficit public de la France résultait principalement depuis les années 2000 d'une évolution des dépenses publiques de santé supérieures à l'évolution du PIB. Résumé consultable en ligne :

<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20120305trib000686049/depenses-de-sante-et-si-la-france-prenait-exemple-sur-l-allemande-.html>

La dépense publique de santé dépasse le budget cumulé de l'enseignement et de la recherche, de la défense et de la sécurité : elle s'élevait en 2016 en France à 201 milliards d'euro ! Avec plus de 2 700 € de dépense publique annuelle de santé par habitant, la France dépasse de plus de 100 € l'Allemagne dont la part de la population âgée de 65 ans et plus est pourtant nettement plus élevée : plus de 20 % en 2009 contre 16,5 % en France.

L'étude de l'institut Thomas More démontre que les économies faites en Allemagne ne l'ont pas été au détriment de l'accès aux soins : les Allemands consultent en moyenne plus souvent leur médecin, leurs séjours à l'hôpital sont en moyenne plus longs. Le système allemand n'est pas non plus rationné : les médecins gagnent en moyenne 30 % de plus qu'en France, et les hôpitaux publics peuvent pratiquer les tarifs des cliniques privées. Il y a 20 % de lits d'hôpital en plus par habitant en Allemagne.

Mais il y a plus de concurrence et plus de discipline : les caisses de sécurité sociale des Länder sont en concurrence entre elles et les salariés les plus rémunérés ont l'obligation de prendre une assurance maladie privée ; une partie des médecins n'ont pas la liberté de choix de leur lieu d'installation, et le nombre d'hôpitaux par habitant est d'un tiers moindre en Allemagne, le nombre de personnel hospitalier inférieur d'un sixième.

Au rebours de ce constat, depuis 2012, l'évolution du système de soins français l'a davantage éloigné du système allemand : priorité donnée au secteur public, rationnement des rémunérations des médecins et des tarifs des hôpitaux, absence de concurrence en matière d'assurance maladie. La ministre de la santé a ainsi pu affirmer avoir sauvé le système français, puisque pour la première fois l'augmentation des dépenses publiques de santé a été en 2016 inférieure à 3 milliards d'euro... ce qui reste supérieur à l'augmentation du PIB... et n'a finalement été permis, selon la Cour des comptes, que par un transfert illégal de trésorerie depuis une autre branche de la sécu !

Le rapport de l'institut Thomas More préconisait un rapprochement avec le régime allemand notamment en matière de valorisation du rôle du médecin, de concurrence entre assurances privées et publiques indispensable pour améliorer la gestion sans dégrader l'accès aux soins, et de liberté de choix des patients. Ces préconisations ne figurent pas dans le rapport 2014 de France Stratégie « éléments de comparaison France-Allemagne » mais avaient été reprises par... le programme présidentiel de François Fillon !

Adresse de la lettre : Institut éthique et politique Montalembert - Chez Ludovic TROLLÉ - 54 rue Perronet - 92200 NEUILLY-sur-SEINE.

L'abonnement est réservé aux adhérents. Il est possible de souscrire par simple inscription à l'adresse ci-dessus en envoyant un chèque de 40 € et les informations ci-dessous.

Et surtout n'hésitez pas à nous envoyer vos propositions d'articles à l'adresse institut.montalembert@gmail.com !

ADHESION à l'INSTITUT ETHIQUE ET POLITIQUE MONTALEMBERT

NOM..... PRENOM :

ADRESSE POSTALE :

ADRESSE MAIL : (obligatoire pour version numérique) :@.....

TELEPHONE : DATE :

SIGNATURE